

AFFAIRE DGSN-ABM

La justice confirme la culpabilité de Oultache

La cour d'appel d'Alger a reconnu coupable la quasi-totalité des personnes poursuivies dans l'affaire opposant la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à la société privée spécialisée dans la vente informatique ABM. Le verdict a été rendu hier en fin de matinée, avec la condamnation de l'ex-chef d'unité aérienne de la DGSN à 5 ans de prison ferme.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La même juridiction a prononcé la peine de cinq années de prison ferme à l'encontre de Dhimi Youcef, l'ex-directeur de l'administration générale de la DGSN, alors que Toufik Sator, directeur général-adjoint d'ABM (gendre d'Oultache), Antri Bouzar, patron d'ABM, et Djaidet Chorfa ont été condamnés à quatre ans de prison ferme.

Les autres membres de la commission ont été condamnés à dix-huit mois de prison ferme. La même juridiction a confirmé la relaxe prononcée en première instance au profit de trois personnes. Le verdict rendu ce dimanche devait être prononcé le 29 janvier dernier, mais il a été ajourné d'une quinzaine de jours et ce, sur décision du magistrat en charge de l'affaire. Le procès en appel a, quant à lui, eu lieu le 21 janvier dernier, lors duquel la défense s'est distinguée par son retrait du procès en guise de protestation.

La défense avait argumenté son retrait par le fait que «le rapport de l'inspection générale de la DGSN cité dans différents actes de procédure du dossier n'a pas été mis à la disposition du collectif». «Le document est d'une importance fondamentale pour la manifestation de la

vérité. De ce fait, le collectif des avocats estime que la rétention volontaire de ce document est de nature à porter atteinte aux droits de la défense et aux garanties d'un procès juste, objectif et équitable.

Par conséquent, la persistance de ce refus met la défense dans l'obligation de se retirer afin de ne pas cautionner une parodie de justice, incapable d'assurer les conditions minimales d'un juste procès.

C'est pourquoi le collectif des avocats prend à témoin l'opinion publique sur les graves dérives affectant le cours normal de la justice, qui ne peut se réhabiliter sans la garantie des droits de la défense et du justiciable», lit-on dans une déclaration rendue publique par les avocats. La défense, représentée par le bâtonnier M^e Sellini Abdelmadjid, a estimé que les droits de la défense ont été bafoués en refusant de mettre à sa disposition ce rapport, qui, selon elle «prouve que le marché, objet du litige, était régulier».

Il n'en demeure que malgré le retrait du collectif d'avocats, le procès s'est tenu avec l'audition de l'ensemble des mis en cause, à l'exception de deux prévenus, Chouaïb Oultache et son gendre, Toufik Sator, qui ont refusé d'être jugés sans la

présence de leurs avocats. Selon l'ordonnance de renvoi, les faits concernent la passation de marchés «douteux» portant sur des équipements informatiques entre la DGSN et la société ABM.

Selon la même ordonnance, «Oultache Chouaïb a usé de son influence au sein de la commission d'évaluation technique des offres où il siégeait pour qu'elle choisisse la société ABM dans laquelle son gendre est actionnaire et également directeur général adjoint». Lors de cette audience, le juge Halali Tayeb a

révélé que la commission qui a octroyé le marché, objet du litige, était «illégal» du fait que la commission désignée par l'ancien DGSN avait une composition différente et était présidée par l'accusé Abdelmadjid Yahiaoui et non Chouaïb Oultache.

Par ailleurs, le représentant du ministère public avait requis une peine de dix années de prison à l'encontre des 24 autres accusés, dont Mohamed Antri Bouzar, P-dg d'ABM, Toufik Sator, directeur général-adjoint d'ABM, et Dhimi Youcef, ex-

directeur de l'administration générale à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Pour rappel, vingt-cinq personnes, dont dix-neuf fonctionnaires de police, ont été inculpées dans cette affaire pour «passation de marchés publics en violation de la législation, dilapidation de deniers publics et trafic d'influence». Vingt et une d'entre elles ont été condamnées le 9 novembre dernier en première instance à des peines de prison ferme allant de 3 à 7 ans, dont trois avaient bénéficié de la relaxe. **A. B.**

IL A ÉTÉ INSTALLÉ LE 22 JANVIER

Un nouveau DG pour Cevital

Un nouveau directeur général a été installé à la tête du groupe industriel Cevital le 22 janvier dernier. S'adressant hier à la presse, Louis Roquet a déclaré que le développement de la qualité des produits ainsi que la promotion de l'emploi figurent parmi les principaux objectifs du groupe.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le nouveau responsable de Cevital aura pour mission de prendre en charge la réorganisation du groupe et sera chargé de la gestion du groupe et de ses filiales.

Les responsables du groupe ont, par ailleurs, précisé que pour l'année 2011, le revenu global des filiales a atteint 225 milliards de dinars, en accroissement donc de 24 % par rapport à l'année 2010. Le résultat d'exploitation provisoire a été estimé

à 25 milliards de dinars, représentant 81,5% de l'objectif budgété, selon un communiqué du groupe. Il annoncera aussi que ces résultats «ont été générés par le bon comportement des ventes des produits agro-alimentaires, de véhicules, d'appareils électroménagers et de téléviseurs ainsi que du verre clair plat sur le marché local». Les autres faits marquants, se rapportent aux dépenses d'investissement (10 milliards de dinars) qui, selon les responsables demeurent

importantes même si elles n'atteignent pas le niveau de 2010, ainsi qu'au nombre d'emplois, estimé à 10 750.

Hier, Cevital a aussi organisé une cérémonie de remise de cadeaux aux lauréats du jeu SMS Fleurial. Une promotion sous forme d'un jeu SMS pendant deux mois a été lancée autour de l'huile Fleurial en tant que marque bien-être et nutrition santé de Cevital Agro-Industrie.

Le but, selon les initiateurs du jeu, est de sensibiliser les consommateurs à soigner leur alimentation et de gagner des cadeaux remise en forme.

F-Z. B.

52^e «ANNIVERSAIRE» DES ESSAIS NUCLÉAIRES

La CNCPDH se solidarise avec les populations du Sud

La Commission nationale consultative pour la promotion des droits de l'Homme remet ça : elle organise la seconde caravane en direction de Reggane en collaboration avec l'association El Amel, pour commémorer le triste anniversaire des essais nucléaires. Des consultations gratuites pour le dépistage du cancer sont prévues. Les initiateurs de la caravane reconnaissent, néanmoins, que la décontamination reste le nerf de la guerre alors que la question de l'indemnisation reste taboue.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est désormais une tradition. La commission de Ksentini organise, pour la deuxième année consécutive, une caravane de solidarité avec les populations de Reggane pour commémorer le 52^e anniversaire des essais nucléaires effectués par la France coloniale. Une manière de se solidariser mais surtout de dire que ces événements ne

peuvent être oubliés. D'ailleurs, la commission a reçu l'aval du ministère de l'Education afin qu'un cours sur les essais nucléaires soit dispensé aujourd'hui à travers toutes les écoles du territoire, date «anniversaire».

La caravane, qui devait s'ébranler aujourd'hui, ne prendra le chemin finalement que samedi prochain en raison des intempéries qui ont quelque

peu contrarié le programme tracé. Mais ce n'est que partie remise, dès samedi prochain, des médecins effectueront des consultations afin de dépister le cancer.

Les participants à la caravane comptent créer cette année un registre du cancer qui recensera l'ensemble des pathologies. «Beaucoup reste à faire», reconnaît la représentante de l'association El Amel, partie prenante dans l'opération qui ajoute que toutes les recommandations faites l'année dernière n'ont pas forcément abouti, notamment en matière de décontamination au moment où les spécialistes sont unanimes à dire que le sol est toujours contaminé.

Première conséquence de cette caravane, une convention entre le CHU Mustapha et les hôpitaux du Sud pour les évacuations des personnes atteintes de cancer et leur traitement, des médecins ont également été formés. Les initiateurs de la caravane se félicitent déjà de l'inscription d'un projet de réalisation d'un CHU dans le sud du pays.

En attendant, l'association El Amel vient de faire l'acquisition d'un hôpital mobile qu'elle recevra bientôt. Il permettra de faire des consultations sur place pour éviter les pénibles déplacements que sont contraints de faire régulièrement les malades du sud du pays. **N. I.**

ORAN

Les grossistes de Derb et du boulevard Maâta manifestent leur colère

Hier matin, au centre-ville d'Oran, en contre-bas du boulevard Maâta, la place Valéro était envahie par plus d'une centaine de commerçants entre détaillants et grossistes, bien décidés à se faire entendre des autorités.

Et pour cause, ce mouvement de protestation faisait suite à une agression, une de trop, survenue le matin même contre deux commerçants et leurs clients dont l'un a été délesté de la somme de 12 millions de centimes sous la menace de sabres que brandissaient trois individus.

Cette fois-ci, d'un commun accord, l'ensemble des grossistes et commerçants ont donc décidé de baisser les rideaux et de se rassembler sur le boulevard, juste à proximité de la place du 1^{er}-Novembre, bloquant

ainsi toute la circulation. Sur place, les témoignages sur l'insécurité régnant fusent de partout «chaque jour, l'un d'entre nous se fait agresser, parfois plusieurs fois dans la journée un braquage a lieu !... Ils débarquent à plusieurs, armés de couteaux, "sioufa", et vous dépouillent puis vont de magasin en magasin. Ainsi, si tu oses faire un geste pour résister tu te retrouves transpercé !», raconte un commerçant approuvé par ses camarades.

Le sentiment de peur est véritablement réel chez les grossistes de cette zone du centre-ville. En plus de devoir travailler avec cette peur au ventre, ils voient, désormais, leurs clients fuir les lieux. «Mes clients ne veulent plus venir s'approvisionner ici, ils vont à l'Est même si cela leur revient plus cher ! On travaille de moins en moins», surenchérit un autre.

Dans le même temps, les grossistes ne mâchent pas leurs mots à l'encontre des forces de sécurité qu'ils jugent laxistes et peu soucieuses de la sécurité des commerçants. «Pourquoi ils ne font rien ? Cette situation est connue partout, jusqu'au bout de l'Algérie profonde, et ils n'agissent pas, il faudrait que l'on assure nous-mêmes notre sécurité ?», lâchent certains.

Une délégation des contestataires s'est rendue par la suite au commissariat central de la Sûreté urbaine, tandis que les autres commerçants campaient toujours sur leurs positions «jusqu'à ce qu'ils trouvent une situation définitive», nous ont-ils encore déclaré.

En fin de matinée, les grossistes bloquaient toujours l'esplanade et le boulevard.

Fayçal M.

ILS REPRÉSENTENT LE PLUS GRAND TAUX IMPLIQUÉ DANS LA CRIMINALITÉ DE DROIT COMMUN

Le chômage, cette véritable source de problème !

Sur les 3019 personnes arrêtées par les éléments de la gendarmerie de la wilaya d'Alger en 2011, dans le cadre de la lutte contre la criminalité de droit commun, plus de 42% sont des jeunes chômeurs. «L'oisiveté est mère de tous les vices», dit l'adage populaire. Le bilan annuel pour l'année 2011 du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger le confirme à plus d'un titre. Car si pas moins de 1 500 chômeurs ont été arrêtés pour différentes infractions et délits, plus de 54 % du chiffre global (3019 personnes arrêtées) sont âgés entre 18 et 28 ans.

Ceci en dehors du démantèlement de bandes criminelles, grâce aux régulières opérations coups-de-poing qu'organisent les différentes unités de la gendarmerie de la wilaya d'Alger. Ces opérations inopinées ont conduit, durant la même année, à l'arrestation de 529 individus activant dans 204 réseaux criminels dangereux, pour le bien-être des citoyens et la sécurité publique en général. Selon le colonel Ghali Belkessir, commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger, ce constat ne révèle pas uniquement que la criminalité de droit commun dans la capitale est en hausse, mais aussi que les interventions des gendarmes ont augmenté. Car, argumente-t-il, «si en 2010, 3 858 affaires ont été traitées, en 2011 nos éléments ont eu à intervenir 4 308 fois pour parer à ce genre de criminalité».

Par ailleurs, il est à signaler que l'étau se resserre de plus en plus sur les agresseurs qui sévissent sur le tronçon de l'autoroute Rouiba-Réghaïa. La multiplication des patrouilles de l'Escadron de la sécurité routière (ESR) de Réghaïa, à l'est de la capitale, a beaucoup contribué à ce que ces malfrats renoncent à leur œuvre criminelle, qui consistait à agresser des personnes en situation de détresse, dont la panne de véhicule stationné sur la bande d'urgence. Ils profitaient aussi de l'occasion pour s'attaquer à des automobilistes bloqués dans des bouchons pour les délester, sous la menace d'armes blanches, de différents objets de valeur.

Mehdi Mehenni